

[start, 00:00]

SPEAKER 3: Donc il faut le prendre... Donc je pense qu'on commence, d'accord.

SPEAKER 2: Ok, donc. Est-ce que vous pouvez de nouveau commencer? Qu'est-ce qui s'est arrivé effectivement quand l'administrateur vous a serré la main?

SPEAKER 1: Oui, quand l'administrateur m'a serré la main, ceux qui étaient là, qui étaient prisonniers étaient plein d'admiration pour moi. Chacun d'eux voulait avoir dans la famille un jeune garçon comme moi. Beaucoup de courage, il parle devant les Blancs, il ne tremble pas, et il parle dans la langue du Blanc. Alors, ma mère a... la même admiration était aussi pour ma tante. Et les gens, beaucoup de gens disaient à ma tante: «Bon, en tout cas, quand cet enfant aura terminé, il viendra se faire élire ici, nous voulons que lui soit notre chef, notre élu». Mais ce n'est pas ça qui m'a poussé à faire les sciences politiques, diplomatiques. J'ai embrassé la politique parce que j'aimais bien le pouvoir. J'aimais bien jouer un rôle principal, être le premier, sinon le second ou le troisième. Et j'aimais bien la diplomatie, alors...

Mais après mes études avec quelques déboires que j'ai rencontré, mais surtout je n'ai pas pu décider d'aller faire mes études, de continuer aux États-Unis à cause du spectacle que j'ai vu. Par exemple, nous étions à Springfield, il était midi, nous sommes allés visiter un hôpital, une clinique. À midi, on se met à table. J'ai vu quatre Noirs à une table, assis, froter les combinaisons bleu, bleu clair. C'était les nettoyeurs, les balayeurs. Nous étions une table. En face, il y avait les Blancs, qui sont à l'aise, mangeaient, blaguaient, ils riaient, tandis que de l'autre côté, chez les Noirs, c'étais triste. Je n'ai pas... toute cette image ne m'a pas quitté jusqu'à présent. C'est ça qui a fait que quand il fallait... quand je suis rentré en Belgique, je ne suis pas rendu à l'ambassade des États-Unis comme on me l'avait conseillé.

Là aussi, il y avait un incident. Après notre tournée, nous sommes rentrés, nous nous sommes rendus à l'ambassade des États-Unis à Bruxelles sur invitation. Donc, l'invitation est adressée à ces boursiers. Dans son petit mot, l'ambassadeur dit ceci: «Mais vous avez été formidables, partout où vous avez été, vous étiez les meilleurs ambassadeurs de votre pays. D'après les rapports que nous avons reçus, vous avez été bien appréciés».

[00:05:00]

Je trouve un autre conseil de ce conseiller d'ambassade. C'est lui que je connaissais, mais Sénorde(ph) était parti. Son successeur, il était de descendance Amérindien, un garçon formidable. J'en ai vu pendant quelques minutes seulement, c'était un petit cocktail, nous sommes partis. Mais pendant que nous causions, il me dit: «Mais quand vous serez dirigeant dans votre pays, j'ai dit: «À mon avis, pour le moment, nous en tant que civil, prendre le pouvoir, gérer bien le pays, ce n'est pas... je préfère que ça soit plutôt l'armée. Pourquoi? Parce que, à mon avis, l'armée est moins tribalisée que les civils. J'ai vu le soir à 20 h, plutôt à 20 h 30, deux paires... en fait, une paire d'yeux braqués sur moi. C'était un cocktail. Il n'y a pas de... je n'ai pas dévisagé qui me regardait.

Avant de partir, on s'est dit au revoir. L'autre m'a dit: «J'espère qu'on se reverra. J'ai dit: «Non, il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas». Là, encore une paire d'yeux braqués sur moi, c'est pas... Deux mois plus tard, j'apprends que j'étais accusé d'être contre le régime de Mobutu. Le régime avant le gouvernement Congolais Mobutu avait envoyé une lettre officielle au gouvernement Belge demandant de me retirer la bourse, et de me renvoyer à Kinshasa. J'ai été convoqué. On m'a dit: «Nous avons reçu la lettre de votre gouvernement vous demandant de rentrer dans votre pays. Si nous tous, nous faisons ce qu'on nous demande, nous serons complices de l'assassinat. Nous ne saurons pas le faire. Nous connaissons mieux, nous connaissons mieux vous ici que votre gouvernement. Nous avons demandé votre dossier à votre commune. Vous êtes un homme sans tache et sans reproche. Même chose à l'université. Même chose à la Sûreté Belge. Rentrez à la maison, mais soyez prudent».

SPEAKER 2: Je comprends que vous avez été en opposition de Mobutu?

SPEAKER 1: Je n'étais pas dans l'opposition en tant qu'étudiant à cette époque sur le plan estudiantin. Il y avait l'Union générale des étudiants Congolais (UGEC) ici à Léopoldville, créée ici. Et qui avait des bureaux partout, à Bruxelles, Paris, Moscou, partout. Ce qui était connu de tout le monde, c'était que tous les étudiants à l'époque africains, Congolais ou ailleurs avaient tendance socialiste, pas communiste. Et en tant qu'étudiant Congolais, j'étais... j'avais adhéré, j'étais automatiquement membre de l'UGEC. Et je faisais partie de l'UGEC Bruxelles, il y avait l'UGEC Bruxelles, l'UGEC Liège. Mais comme par hasard, je n'étais pas le seul à être accusé d'être contre le régime de Mobutu.

[00:10:00]

Nous étions à peu près 17. Comme par hasard, il n'y avait que les Kasaiens, des Baluba qui étaient accusés d'être contre le régime. Comme preuve, on avait fait circuler des tracts à Bruxelles, injurieux il est vrai. Je n'ai jamais lu cet acte. La nuit de la distribution de cet acte, moi, j'étais dans le train, je venais de Paris. J'étais allé, je venais d'un séminaire organisé par les États-Unis à Paris. J'étais dans le train. Ce n'est qu'après, c'est le matin que j'ai appris qu'il y avait les tracts qui avaient circulé. Tout le monde a attribué cet acte aux étudiants Katangais, les yumbistes, les partisans de Yumbi. Nous n'y étions pour rien. Pour montrer que l'accusation était sérieuse, quand Mobutu a pris le pouvoir, il a rendu, il a fait une visite privée en Belgique. Il a été reçu par le roi, il a fait 24 h et il est rentré.

Vingt-quatre heures plus tard... en fait avant son arrivée, j'étais convoqué à la Sûreté Belge. J'étais suspecté de peut-être manifester contre Mobutu pendant son séjour. Comme on ne voulait pas qu'il y ait un incident diplomatique, on m'a convoqué, j'ai répondu. On m'a demandé de me consigner chez moi, je suis resté de 5 h à chose [*filler word used by this participant*]... je ne suis pas sorti. Mais je suis rentré quand même. Pourquoi je suis rentré? Ma famille avait été déjà évacuée ici, ma femme, mes quatre enfants. J'avais un dilemme terrible à résoudre, on pouvait prendre ma famille comme otage. Mais de l'autre côté, on m'avait donné un délai de 8 à 10 mois supplémentaires. Bien que c'est plus tard que j'ai... je n'ai pas... je me suis débattu moi-même sans demander l'avis à personne. J'aurais pu demander conseil, avis à l'un de mes professeurs de droit, en l'occurrence Monsieur Kenzo Van der Meersch, qui avait dirigé mon mémoire, qui était un personnage, un personnage en Belgique.

Membre de la Cour européenne à La Haye, juge, avocat général à la Cour de cassation, donc au sommet de la justice. Un homme très écouté. Il me considère comme un ami. Il m'avait réservé l'exemplaire d'un rapport qu'il a fait parce que c'est lui qui est venu liquider la colonisation Belge ici. Comme ami, il m'avait réservé, m'avait remis un exemplaire de son rapport qui était réservé à quelques personnes seulement. Et il m'avait même donné aussi une recommandation auprès de son gendre qui était recteur à l'université de Lubumbashi. J'ai décidé seul, je me suis dit non, je ne peux pas rester ici. Je vais devenir un clochard, incapable de payer mon loyer. Je ne sais pas faire un travail manuel pour gagner de l'argent, pour avoir de l'argent.

[00:15:00]

Je suis rentré mais, prudemment, j'ai pris la... au lieu de prendre mon avion, j'ai acheté mon billet et je suis rentré par bateau. Quelques amis, deux ou trois amis seulement étaient au courant de mon départ.

SPEAKER 2: Mais si je comprends bien, vous avez été un des fondateurs du parti du PPS. Est-ce que vous pouvez nous en dire quelque chose?

SPEAKER 1: Non, moi, quand je suis rentré au pays, je n'ai fait partie d'aucun, je n'ai adhéré à aucun parti. J'étais dégoûté de la politique. On trouvera peut-être de la contradiction quand j'ai dit que j'étais conseiller politique et diplomatique à la permanence du bureau politique de l'UMP. Maintenant, pour moi, ma décision peut s'expliquer de la manière suivante. Le fait que j'étais conseiller au MPR, je ne pouvais pas être contre le MPR. Ensuite, ça devait être, c'était une couverture. C'était un test, parce que quand le bateau Albertville qui faisait son dernier voyage à cause de sa maladie, nous allons à l'immigration. Mais la discrimination, il y en a. Il y a beaucoup de discrimination raciale, tribale et d'autres encore. Les avis d'immigration montent à bord.

Nous étions deux Africains, deux Congolais. L'autre venait de travailler en ZEP [*Zone d'éducation prioritaire*], il était allé faire ses études de mécanique en Allemagne. Alors on arrive à, chose (filler), à Matadi, l'immigration en me présentant devant le service. Le chef a dit: «Attendez d'abord les autres». Les autres, c'étaient les Blancs. Il y avait une femme italienne qui faisait partie de notre table à Natitshua(ph) à bord. Les Européens observaient, nous attendons. Ils s'installent des chaises, des fauteuils en rang. On a rempli... les formalités sont remplies et ils regagnent leurs places. Enfin, nous sommes les derniers, on s'apprête à s'asseoir. Ah non, non, c'est occupé... le fauteuil est vide et on nous dit, Ah non, non, c'est occupé.

Nous sommes restés debout. Je croyais que là, on allait m'arrêter. Je n'ai pas été poursuivi, nous sommes restés, nous sommes rentrés à nos places. Les Européens disent: «Nous avons observé tout ça. Ils sont très jaloux de vous. Ils disent, Ah, ils sont allés en Europe». Ici, ce sont les chefs, ce sont les ministres, ce sont les... mais c'est pour cela qu'ils ont tous ce comportement-là. Deux jours plus tard, nous avons débarqué. Je suis descendu chez le commissaire de région, à l'époque, c'était le commissaire de région, qui était un ami, et puis de ma province, Mdalla Bruno.

[00:20:00]

Une semaine après, je suis monté à Kinshasa à bord de la voiture officielle. Il n'avait pas donné, il n'était pas au courant... je n'ai pas parlé de cet incident à, chose (filler), ou une histoire à, chose (filler), à quelqu'un d'autre, alors. Mais la voiture devait venir le prendre parce qu'il était en consultation ici. On l'a déposé et le chauffeur devait rentrer le chercher. C'était une couverture pour moi, ça tombait bien. Comme on dit, le hasard n'existe pas. J'arrive à, chose (filler), à Kinshasa à 20 h. Je me rends chez ma belle-mère, maman Dejan-Bombo(ph), tante de ma femme, tante maternelle de ma femme. J'étais heureux de retrouver mes enfants et ma femme. Alors deux jours après, comme par hasard, ma femme m'a dit qu'elle était allée accompagner l'ami qui est cousin de son oncle paternel, qui était collaborateur du gouverneur de Matadi, grand ami à Mawungo(ph), ancien bourgmestre de Bandal, alors membre permanent du Bureau politique.

Quand ils sont arrivés à la présentation, Navo(ph) a dit: «Tiens, moi je cherche quelqu'un qui a fait des études comme lui en Belgique, à Bruxelles. Mais quand il arrivera, dites-lui de venir me voir». Ma femme me rapporte ça pour elle, et j'ai dit non, pour le moment, je ne peux pas voir ce monsieur, bien qu'il fallait que je le voie rapidement. Je devais aller dédouaner mes affaires à, chose (filler), à Matadi. Dès que j'y suis allé, après avoir récupéré mes affaires à Matadi, je suis rentré. Je suis allé le voir ce monsieur. J'amenais, j'avais sur moi mon mémoire de fin d'études. Je me présente, je rentre. Est-ce que vous avez joué? Est-ce que je peux avoir...? Je lui donne un exemplaire. Il le regarde, il fait: «Ahh, ahh». Mais est-ce que je peux avoir un autre exemplaire pour le président fondateur? J'ai dit oui, j'ai un exemplaire ici, je lui donne. J'ai trouvé que c'est lui que je cherche.

Il m'a dit: «Pouvez-vous commencer demain?» J'ai dit non, je préfère plutôt commencer plus tard. Je suis allé me présenter plus tard, une semaine après aussi parce que dans ma vie, j'attache beaucoup d'importance aux chiffres, notamment le chiffre sept. Alors vous verrez que sept, je crois, sept ou huit mois plus tard, nous sommes partis. Pourquoi est-ce que nous sommes partis? C'est une grande question, elle est bonne! Nous avons été envoyés en Europe parce que les cadres manquaient ici pour la formation des cadres. Mais quand nous rentrons ici, paradoxalement, les cadres formés à l'étranger deviennent des ennemis du système politique. Ils ont appris, ils connaissent ce que nous ne connaissons pas. Ils sont devenus... ce sont les amis des Blancs, ils sont dangereux. Sur place, même notre patron, jaloux.

[00:25:00]

Nous avons fait une étude un jour, les relations diplomatiques entre l'Angola et le Congo. À l'époque, l'Angola n'était pas encore indépendant. Il y avait des mouvements qui se battaient pour l'indépendance. Mobutu soutenait le FNLA. Les Américains surtout soutenaient le même mouvement. L'aide envoyée au FNLA passait par Mobutu, il détournait d'abord une partie de cette aide. Le MPLA de Neto était socialiste, communiste. Et ici, l'UGEC au Congo, ici, à Léopoldville comme à, chose (filler), ailleurs, tout celui qui était nationaliste soutenait le MPLA. Mais dans la situation où je me trouvais, je n'avais pas à faire la politique. Je suis dans un parti politique, le MPR, un parti unique.

J'ai même participé à l'élaboration d'un catéchisme, le catéchisme MPR qui n'a jamais été publié parce que les membres du Comité central voulaient qu'eux aient été à l'initiative de l'élaboration de ce travail. On n'a pas rendu public. Mais dans notre étude, nous connaissons des changements

de politique étrangère vis-à-vis de l'Angola, vis-à-vis du FNLA, peut-être des ambassadeurs qui passaient leur nuit dans les bars ici, ce qui était vrai d'ailleurs. Quand Mobutu a lu cette étude, il avait apprécié. Comme par hasard, il y a eu des changements dans sa politique étrangère vis-à-vis du FNLA. Est-ce que c'était dû à l'influence de cette étude? Je ne sais pas.

SPEAKER 2: Ok, j'ai encore une dernière question à moins que tu en as une autre. Est-ce que vous pouvez nous dire comment vous voyez effectivement l'évolution politique dans le pays, au pays donc, de l'époque coloniale jusqu'à maintenant, comment les choses ont évolué de manière positive et de manière plutôt négative?

SPEAKER 1: Dans l'ensemble, moi je suis de nature optimiste. Les choses n'ont pas évolué comme cela pouvait être fait. La faute n'est pas... je veux dire que la faute est partagée, la responsabilité est partagée. Entre les colonisateurs, d'une part, qui n'a pas... D'abord, la Belgique n'avait pas une politique coloniale. Seules les grandes puissances comme l'Angleterre et la France ont fait cette politique. La politique coloniale est bien connue pour les Anglais. Dans les colonies, il fallait former les gens de manière à ce qu'ils puissent participer à la gestion de leur pays, mais sous le contrôle de la couronne. Tandis que du côté français, il fallait former les Africains, en faire des assimilés, c'est-à-dire ceux qui assimilent bien la culture française, ils deviennent Français. On peut leur accorder le statut de Français. Et puis en-dessous, il y a la masse. Quant à la Belgique, cette politique coloniale manquée, ils tâtonnaient. Ils ont commencé à parler de la dixième.

[00:30:00]

L'amitié Belgo-Congolaise, Léopoldville qui devenait une 10^e province de la Belgique. La capitale du pays qui devait être transférée à Luluabourg, au Kasai. Mais il n'y avait rien de clair. Sous la pression d'émancipation, ils ont été obligés de faire ce qu'ils ont fait, mais sous la pression aussi des évolués qui avaient leur agenda. Leur but était de, quand ils seront au pouvoir, ils seront comme les Blancs, de gros comptes en banque-mère, mais seul le... peut-être Lumumba avait une vision tout à fait autre parce qu'il était le seul à parler de panafricanisme. Il avait fait un beau discours à, chose (filler), à Accra. Alors... mais je suis optimiste de nature. On a... beaucoup d'énergie a été gaspillée inutilement pendant le... immédiatement après l'indépendance, il y avait le conflit partout, beaucoup de victimes. On regrette, je regrette, tout le monde regrette cela.

Il y a eu après Mobutu, il y a eu Kabila père, il y a eu Kabila fils et aujourd'hui nous avons Tshisekedi Félix. Mais quand je vois le passé, la situation actuelle, j'accorde beaucoup d'espoir à, chose (filler), au régime actuel parce que le gouvernement actuel gère autrement le pays. Mais il y a beaucoup d'obstacles. Je pense que vous vous rappelez, quand à l'époque, avant l'indépendance, au début des indépendances, il y a un nommé du Pont, pardon Dumont, qui a publié un livre «L'Afrique noire est mal partie». Ce livre a suscité beaucoup de polémiques. Beaucoup disaient qu'il était pessimiste, plutôt pessimiste. Charles de Gaulle, le président Français, parlant de l'Afrique, il avait dit: «L'Afrique n'est pas pour demain». Il y a une chanson de Johnny Hallyday, «Noir, c'est Noir». Ça a aussi suscité beaucoup de polémique. Donc, les Noirs sont condamnés. Donc, il y a eu, chose (filler), ici, un chanteur Kamangala(ph) qui est mort il n'y a pas longtemps.

Je n'ai jamais partagé sa philosophie dans cette chanson. Mais il est naturel que chacun soit maître chez lui. Qu'il mange, qu'il meure de faim, c'est son problème. Mais sous prétexte d'aller l'aider,

d'aller le guérir, c'est se faire son maître, ce n'est pas ça, c'est contre nature. J'ai étudié le droit naturel à l'université. Chacun est né libre. Nous devons le reconnaître, nous devons assumer, chacun doit s'assumer. Mais je suis optimiste, malgré les pesanteurs, il y en a partout. Moi, je vois qu'il y a la... parce que pour une fois, je constate qu'il a inversé les choses. Quand on a caillé l'UDPS, les fondateurs de l'UDPS, j'en connais quelques-uns, Étienne Tshisekedi, je l'ai connu. Je l'ai rencontré une ou deux fois chez ma belle-mère, maman Dejan-Bombo.

[00:35:00]

J'ai fréquenté l'un de ses cousins. J'ai connu son petit frère, Monseigneur Mulumba, qui est à Mikala. Quand j'étais à Mikala, il y a deux minutes, il était là. Il a fait trois ans, quatre ans et il est allé au séminaire, il est devenu prêtre. Mais le populisme qui était remarquable chez lui (inaudible), c'est ça que je n'appréciais pas. Moi, j'ai toujours pensé que le pouvoir doit être dans les mains d'élites. Mais l'élite pensante qui gouverne pour l'ensemble, pour tout le monde, pas pour quelques-uns, qui respecte la constitution, le droit, les coutumes et surtout la liberté de chacun. La base du pouvoir, c'est le peuple. Le peuple, ce n'est pas la ville, ce sont les petits villages. Alors quand je parlais de rôles inversés, c'est ça, c'est ça que j'ai trouvé, c'est ça que je vois actuellement avec Félix.

Ce que le pouvoir colonial avait laissé, que nous avons repris sans réfléchir, cela ne nous a pas permis d'avancer. Moi j'ai vu à Luabo vers 1955, 1956 jusqu'à l'indépendance. On organisait souvent le bouclage des quartiers pour ramasser les chômeurs, les rentrer, les ramener dans leur village. Il y avait les moyens, il y avait les camions et les véhicules. On chargeait les sans emploi, on les ramenait dans leur village. Mais nous prenons, nous reprenons cette politique. Pourquoi les gens quittent le village? Ils fuient la misère. En ville, les gens, la vie est facile, ils ne travaillent pas. Il est logé, il est... il est nourri par son frère. Et il est même marié par son frère. Mais au village, il doit travailler, tout le temps travailler, planter, semer. Il préfère la vie facile. Il demande, on lui donne et c'est fini. Nous avons appliqué la politique de refoulement au village. Ça n'a pas marché parce que... pas moyen de transport pour ramener les refoulés au village. Les routes ne sont plus en...

[end, 38:23]